



HAL
open science

La Bulgarie dans la “ Quatrième Guerre balkanique ”

Bernard Lory

► **To cite this version:**

Bernard Lory. La Bulgarie dans la “ Quatrième Guerre balkanique ”. Matériaux pour l’histoire de notre temps, 2003, Les peuples des Balkans face à l’histoire et à leur histoire, 71, pp.17-23. <10.3406/mat.2003.915>. <halshs-03737529>

HAL Id: halshs-03737529

<https://shs.hal.science/halshs-03737529v1>

Submitted on 12 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

La Bulgarie

Bernard LORY

dans la « Quatrième Guerre balkanique »

Les grands récits sur la Deuxième Guerre mondiale accordent une place modeste à la Bulgarie. Cela tient au fait qu'à l'échelle des affrontements continentiels, son rôle comme belligérant resta fort limité. Son territoire ne fut le théâtre d'aucun affrontement militaire notable. Pourtant, si l'on réduit l'échelle géographique et que l'on considère la période 1940-1945 dans le cadre géographique du Sud-Est européen, on doit constater que ce rôle fut loin d'être négligeable. Ce paradoxe apparent tient au fait que les conflits dans les Balkans ont leur logique propre, dans une large mesure indépendante des affrontements entre Grands. On est donc tenté de dire que, si le rôle de la Bulgarie est secondaire dans la Deuxième Guerre mondiale, il est primordial dans la Quatrième Guerre balkanique, laquelle fait rage de 1940 à 1945¹. Ces deux niveaux de lecture sont une source de malentendus profonds entre historiens, mais aussi entre Européens : les habitants du continent ont des perceptions souvent très différentes de ce que l'on qualifie un peu trop vite de « passé commun ».

Un passé mal éclairé

La place de la Bulgarie dans la Deuxième Guerre mondiale n'a été éclairée, du côté occidental, que par un nombre restreint d'études, comme celles de Marshall Lee Miller ou de Hans Jürgen Hoppe². Elles constituaient l'unique contrepoids à l'historiographie communiste bulgare qui présentait la période comme celle d'un affrontement manichéen entre le « monarcho-fascisme » et les « forces progressistes du Front de la patrie, menées par le Parti ouvrier bulgare ». Dès la fin des années 1960, cependant, à côté de ce discours adressé aux masses, certains historiens plus hardis (Nikolaj Gencev, Ilco Dimitrov) avaient commencé de montrer, sur la base de

documents, les contraintes objectives de la politique bulgare durant ces années. Ces travaux ne sortaient guère des cercles intellectuels. La grande vague national-communiste, qui s'amorça à la fin des années 1970, exalta surtout le Moyen Âge et le XIX^e siècle, mais, en soulignant la continuité étatique de la Bulgarie, elle amena aussi progressivement à une réévaluation des années de guerre³. La fin du monopole du pouvoir communiste ne fit qu'accentuer cette évolution.

Des documents fondamentaux, jusque-là réservés à quelques chercheurs privilégiés, ont été publiés. Il faut ainsi signaler plusieurs mémoires d'hommes politiques de l'époque qui offrent des éclairages tout à fait passionnants sur ces années complexes. Ce sont des documents majeurs pour l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, (et pas seulement pour celle de la Quatrième Guerre balkanique) — aussi importants, toute proportion gardée, que le journal de Ciano ou celui de Goebbels, et qui mériteraient d'être traduits dans une langue de diffusion internationale. Nous pensons ici au journal intime de Bogdan Filov, Premier ministre de février 1940 à septembre 1943, puis régent du royaume, qui est une véritable mine pour qui veut comprendre la période, tant à l'échelle bulgare que balkanique⁴. Ou aux souvenirs de Stojco Mosanov, qui éclairent les ouvertures discrètes faites par la Bulgarie aux Alliés durant l'été 1944, et repoussées de manière assez arrogante⁵. Ou, encore, au volumineux journal intime de Vasil Mitakov, ministre de la Justice de 1935 à 1943, extrêmement précieux pour comprendre la politique intérieure du pays⁶.

De même, de vrais sujets tabous ont été abordés, comme le massacre de Dhrama, en septembre 1941, que, faute de sources, les historiens grecs se contentaient de mentionner de façon très vague⁷. Les archives bulgares sont désormais largement ouvertes aux chercheurs étrangers, en particulier ceux des pays voisins, ce qui permet des études solides, posées et dénuées de la bulgarophobie stridente qui disqualifiait la plupart des études précédentes menées à Skopje ou

1. Dans cette optique, la Troisième Guerre balkanique est celle de 1914-1918. Mais l'autonomie des affrontements balkaniques par rapport au conflit européen y est moins prononcée qu'en 1940-1945.

2. Marshall Lee Miller, *Bulgaria during the Second World War*, Stanford (Calif.), Stanford University Press, 1975. Hans Jürgen Hoppe, *Bulgarien, Hitlers eigenwilliger Verbündete*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1979.

3. Un bon exemple est l'ouvrage de Georgi Georgiev, *Poslednite 365 dni na balgarskata burzoazija* [Les 365 derniers jours de la bourgeoisie bulgare], édité à Sofia en 1989, qui, derrière un titre un peu ridicule et un indéniable esprit de gauche, propose une réévaluation de l'année 1944 très nuancée, dans un langage abordable pour le grand public.

4. Bogdan Filov, *Dnevnik*, Sofia 1990. La date de parution montre clairement que la décision de rendre public ce document de plus de cinq cents pages avait été prise bien avant le changement de régime.

5. Stojco Mosanov, *Mojata misija v Kajro* [Ma mission au Caire], Sofia, 1991.

6. Vasil Mitakov, *Dnevnik*, Sofia, 2001.

7. Georgi Daskalov, *Dramskoto vastanie 1941* [L'insurrection de Dhrama], Sofia, 1992.

Athènes⁸. Signalons enfin des études, parfois redondantes, sur le sauvetage des juifs de Bulgarie en 1943, qui relèvent principalement d'une stratégie de *public relations* internationale.

Malgré toutes ces publications, il n'en demeure pas moins que ce sont les années 1944-1948, et non pas les années 1940-1944, qui focalisent l'attention du public bulgare. Le processus de confiscation du pouvoir par les communistes est le seul thème qui passionne vraiment. Cet intérêt est bien souvent lié à des tragédies familiales longtemps occultées. Curieusement, avant comme après la chute du pouvoir communiste, l'Histoire semble commencer avec le 9 septembre 1944. Les années de guerre qui précèdent cette date fatidique continuent de n'être qu'une sorte d'arrière-plan chronologique. Elles n'ont aucune « présence » dans la mémoire nationale. La vision du « Deuxième XX^e siècle » qu'ont les Bulgares prend comme point de départ le partage de l'Europe en deux blocs. La perspective de l'écrasement du nazisme, qui reste la référence fondamentale en Europe occidentale, est pratiquement absente. La résistance bulgare, qui était d'obédience communiste, n'apparaît pas comme une entreprise de libération, mais au contraire comme l'avant-garde de la future dictature. Que l'URSS ait été l'alliée des Anglo-Américains est un fait que l'on cherche à minimiser, voire à dénigrer complètement. De même, l'extermination des juifs, qui à l'Ouest sert de pivot à toute réflexion sur la Deuxième Guerre mondiale depuis un quart de siècle, n'a aucune prise sur les esprits en Bulgarie.

Pour une grande partie de l'opinion, seuls comptent le processus de satellisation du pays par l'URSS et la redistribution des cartes du pouvoir au sein de la société bulgare. Comme dans la plupart des « pays de l'Est », il s'agit d'« encapsuler » la période communiste, de la mettre entre des parenthèses d'acier, de rejeter toute réflexion sur la causalité ou la continuité en histoire. Le discours historique communiste avait été outrageusement manichéen ; désormais, on brouille tous les repères moraux, il n'y a plus de responsables ou de bourreaux, seulement des victimes. La réhabilitation *en bloc* de tous ceux que le Tribunal populaire (expéditif et brutal) de 1945 avait condamnés a même abouti à blanchir des zéloteurs actifs du nazisme et des criminels de guerre.

La question de la place de la Bulgarie dans la Deuxième Guerre mondiale dévoile donc un gouffre béant d'incompréhension entre les héritiers de cette « histoire commune » aux deux bouts du continent européen. Nous ne pouvons prétendre le combler dans le cadre restreint de cet article ; tout ce que nous proposons ici, c'est un certain recadrage d'événements connus.

Le choix d'une alliance

La période où la Bulgarie fut l'alliée du Troisième Reich est relativement brève : de mars 1941 à septembre 1944, soit trois ans et demi. Elle fut parmi les derniers pays d'Europe à opter pour un camp dans le conflit commencé en septembre 1939. Cependant, avant d'adhérer au Pacte tripartite le 1^{er} mars 1941, la Bulgarie était-elle vraiment un pays neutre ? En dehors de toute alliance formelle, elle bénéficia d'une bienveillance de mauvaise augure de la part du III^e Reich et de l'Italie, qui exercèrent sur la Roumanie des pressions drastiques pour qu'elle lui rétrocède le quadrilatère de Dobroudja méridionale (Accords de Craiova, 7 septembre 1940). En quelques années, l'Allemagne était devenue son principal partenaire commercial ; et des liens dynastiques l'attachaient à l'Italie⁹. On peut aussi rappeler l'attitude assez trouble de la Bulgarie pendant la guerre italo-grecque (déclenchée le 28 octobre 1940) : bien qu'ayant décliné la proposition de Mussolini d'y participer, elle laissa flotter l'incertitude quant à son intervention possible, ce qui gêna considérablement la Grèce, obligée de maintenir à sa frontière des forces militaires qu'elle ne pouvait engager sur le front d'Albanie. Le journal du Premier ministre Bogdan Filov nous apprend que la décision d'adhérer au Pacte tripartite avait été prise en conseil restreint dès le 20 janvier 1941.

La Bulgarie aurait-elle pu rester neutre, comme le fit la Turquie ? Ou s'engager du côté britannique, comme le fit la Yougoslavie ? L'enjeu premier au début de 1941 était la guerre italo-grecque, dans laquelle les Britanniques s'impliquaient de plus en plus. L'enjeu second

8. Voir Vance Stojcev, *Bugarskiot okupaciski sistem vo Makedonija 1941-1944* [Le système d'occupation bulgare en Macédoine], Skopje, 1996.

9. Le 25 octobre 1930, le roi Boris III avait épousé la princesse Giovanna, fille de Victor Emmanuel III et de Jelena, princesse monténégrine. L'homme de la rue, en Bulgarie, explique volontiers les choix de la Bulgarie, dans la Première comme dans la Deuxième Guerre mondiale, par l'origine allemande de la dynastie de Saxe-Cobourg — et s'empresse d'ajouter que les Bulgares ont toujours adoré la France !



Le roi Boris III en visite officielle auprès de Hitler au Berghof (coll. part.).



L'adhésion au Pacte tripartite (1^{er} mars 1941) dans la propagande officielle (coll. part.).

était la campagne contre l'URSS, prévue dès que la *rasputica* serait passée. À cette fin, des forces allemandes sans cesse plus nombreuses se concentraient en Roumanie. Elles ne pouvaient atteindre le théâtre grec qu'en traversant la Bulgarie et/ou la Yougoslavie. Sofia n'avait guère de moyens d'empêcher un déferlement militaire sur son territoire et plutôt que de se faire envahir, préféra laisser libre passage à la Wehrmacht. Deux aspects plus secondaires contribuèrent aussi à cette décision. La Bulgarie craignait (ou feignait de craindre) une intervention armée de la Turquie. D'autre part, le pacte germano-soviétique, qui plongea l'Europe entière dans la perplexité, tombait à point pour dénouer une contradiction dans la société bulgare : la russophilie populaire, ancrée dans le souvenir de la guerre de 1877-1878 (qui mit fin au pouvoir ottoman) s'était trouvée en porte-à-faux par rapport à la nouvelle réalité soviétique. Entre Moscou et Sofia, les relations diplomatiques n'avaient été rétablies qu'en juillet 1934. Paradoxalement, c'est donc le pacte Ribbentrop-Molotov qui permit les véritables retrouvailles entre Russes et Bulgares. Ces derniers se découvrirent une fringale de littérature et de cinéma soviétiques et accueillirent chaleureusement des équipes sportives ; l'épouvantail de la subversion communiste, longuement agité, fut remisé. Les milieux dirigeants et financiers bulgares, ouvertement germanophiles, assistèrent avec une bienveillance cautionnée par Berlin, à cette étrange fraternisation.

Renflouage territorial

La Bulgarie quitta donc formellement sa position neutraliste en adhérant au Pacte tripartite le 1^{er} mars 1941. Dès le lendemain, les forces allemandes franchissaient le Danube et se répartissaient dans l'ouest du pays, face

à la Yougoslavie et la Grèce. Ces troupes, parfaitement équipées et organisées, victorieuses de tout un continent, firent la meilleure impression. Si la Bulgarie ne participa pas à l'opération *Marita*, lancée le 6 avril, la base géographique qu'elle fournit fut cependant décisive pour l'exécution de ce *Blitzkrieg* exemplaire : dès le 7, les Allemands prenaient Skopje et coupaient les Yougoslaves des Grecs (empêchant le scénario de 1915 de se répéter) ; le 9, Salonique était occupée, car la *Ligne Metaxas* avait été contournée à travers la Macédoine yougoslave. L'armée bulgare n'intervint qu'après la capitulation yougoslave (signée le 17 avril à Belgrade) et fit son entrée à Skopje le 18 ; le 20 elle franchissait la frontière grecque.

La Bulgarie fut largement récompensée d'avoir ainsi favorisé la campagne allemande dans les Balkans. À la Dobroudja méridionale, recouvrée en septembre 1940 (7 700 km² et 320 000 habitants) s'ajoutèrent la Thrace et la Macédoine orientale grecques, avec les îles de Thasos et de Samothrace, mais sans la bande frontalière avec la Turquie sur l'Evros (14 150 km² et 65 000 habitants), les trois-quarts de la Macédoine yougoslave, sans Tetovo, Gostivar et Struga, mais avec Ohrid, à présent disputé aux Italiens (21 700 km² et 1 060 000 habitants) et le sud-est de la Serbie, avec les villes de Pirot et de Vranje (6 650 km² et 150 000 habitants). Au total, le pays augmentait donc sa superficie de 49 %, et sa population d'environ 37 %.

Les frontières de la Bulgarie de 1941 s'approchaient de celles que la Russie avait inconsidérément dessinées en mars 1878, au traité préliminaire de San Stefano, et que le nationalisme bulgare considérait comme seules légitimes. Et tout ceci sans coup férir ! Une euphorie malsaine s'empara du pays. Les vains sacrifices et les humiliations de la lutte macédonienne et des guerres de 1912-1913 et de 1915-1918 se trouvaient non pas vengés par un effort national, mais miraculeusement

compensés par un arbitrage extérieur, par un arbitrage supérieur, une sorte de justice immanente faisant enfin droit aux légitimes aspirations de la nation. Que cet arbitrage fût celui de l'Allemagne nazie, bien peu étaient assez lucides pour le voir. C'est aussi l'Allemagne qui écarta toute menace du côté de la Turquie, en signant avec elle un pacte de non agression, le 18 juin 1941.

En 1878, l'euphorie nationale bulgare avait duré de mars à juillet ; en 1941, elle fut d'avril à juin. L'agression allemande contre l'URSS, le 22 juin 1941, rouvrit en effet toutes les incertitudes quant au « nouvel ordre européen ». La contradiction entre les sentiments russophiles de la population et la politique germanophile des dirigeants, miraculeusement abolie entre août 1939 et juin 1941, resurgissait. Elle fut cependant contournée, grâce à la finesse des politiciens bulgares, et grâce aussi à une certaine compréhension de la part d'Hitler. Un partage des rôles fut établi : les troupes bulgares ne participeraient pas à la « croisade anti-bolchévique » ; en revanche, elles assumeraient les fonctions de gendarme dans la partie centrale des Balkans, déchargeant les Allemands d'une partie de leurs fonctions de troupes d'occupation. La situation ne manquait pas d'être paradoxale, car la Bulgarie n'eut pas à rompre ses relations diplomatiques avec l'URSS ; celle-ci conserva même ses consulats à Varna et Burgas, alors même que ces ports servaient de bases maritimes allemandes pour les opérations en Crimée ou dans le Kouban. Tout à fait symboliquement, la Bulgarie envoya un train sanitaire sur le front de l'Est, en geste de solidarité : ce fut sa seule participation à un effort de guerre qui broya des divisions entières...

De façon plus difficile à justifier, la Bulgarie déclara la guerre, le 12 décembre 1941, à la Grande-Bretagne et aux États-Unis, adversaires lointains et donc improbables dans le contexte du moment¹⁰.

Somme toute, dans la perspective de 1941-1942, la Bulgarie semblait magistralement tirer son épingle du jeu européen, évitant d'avoir à combattre et satisfaisant la majeure partie de ses ambitions territoriales. L'aspect miraculeux de ce succès, tout diplomatique et non pas militaire, explique aussi pourquoi ces années ont pu être oubliées si facilement et évacuées de la mémoire collective. Simultanément, cette chance insolente valut aux Bulgares une rancune solide de la part de leurs voisins grecs et serbes ; elle devait alimenter leur politique envers la Bulgarie durant les décennies suivantes. Amnésie d'une part, farouche ressentiment de l'autre : les bases pour cinquante années d'impasse balkanique étaient jetées.

L'administration bulgare des « nouveaux territoires » devait aussi alimenter les contentieux balkaniques ultérieurs. La question de la Dobroudja reçut pourtant un traitement spécial. La Bulgarie et la Roumanie, toutes deux membres du Pacte tripartite, procédèrent à un échange de population. Quelques 67 000 Bulgares de

Dobroudja du nord furent échangés contre environ 80 000 Roumains de Dobroudja du sud. Ce transfert de population se déroula dans d'assez bonnes conditions, c'est-à-dire en dehors de périodes d'opérations militaires, sur des groupes pas trop nombreux, et sur de faibles distances géographiques (les réfugiés retrouvaient donc un environnement peu différent de leur lieu d'origine). Il ne fut jamais remis en question après-guerre, et apura définitivement toute question ethno-territoriale entre les deux pays.

Mais en Thrace et Macédoine grecques, les dirigeants de Sofia se refusèrent à voir la réalité du terrain, à savoir que la population bulgarophone, qui avant 1912 n'était déjà pas majoritaire, avait de surcroît été affaiblie par les échanges de population de 1923-26, et diluée par l'implantation de réfugiés grecs d'Asie mineure. Les mesures brutales prises pour effacer toute empreinte grecque sur la région ne contribuèrent qu'à la déstructurer ; elles ne remportèrent pas l'adhésion de la population turque locale, et suscitèrent un mouvement de résistance qui prit très vite une forme armée. Une insurrection éclata dans la région de Dhrama à la fin de septembre 1941 ; elle fut étouffée dans le sang.

L'occupation bulgare en Serbie ne fut pas moins brutale. À mesure que la guerre accaparait les Allemands sur d'autres fronts, la zone confiée aux Bulgares s'élargit. Des troupes bulgares participèrent ainsi, aux côtés d'Allemands et d'Italiens, à l'opération *Schwartz*, qui faillit anéantir l'armée de Tito (bataille de la Sutjeska en juin 1943).

Le plus grand paradoxe reste cependant celui de l'occupation bulgare en Macédoine yougoslave. L'armée bulgare y fut en effet accueillie avec des fleurs par la population locale, excédée par deux décennies de serbisation à outrance. Or, ce capital de sympathie fut très vite dilapidé, malgré des efforts importants, en particulier pour développer un système scolaire jusque là très rudimentaire. Les retrouvailles entre Macédoniens émigrés en Bulgarie et Macédoniens restés au pays ne se firent pas. Les « frères macédoniens enfin rédimés » se braquèrent dans une attitude de rejet envers une Bulgarie perçue comme jacobine et intolérante. La raison de cette réaction doit être cherchée, nous semble-t-il, dans la médiocre qualité du personnel administratif et policier envoyé par Sofia dans les « nouveaux territoires » — car (tout comme dans un système colonial, ce ne sont pas les meilleurs qui s'expatrient...) acceptèrent surtout de partir pour ces provinces pauvres et lointaines ceux qui n'avaient pas su se faire une place en Bulgarie, faute d'aptitude ou de compétences, ou, pire encore, faute de probité et des qualités humaines les plus élémentaires. La Macédoine yougoslave, objet d'un discours de nostalgie et de revendication, connut donc une occupation qui ne différait guère de celles de la Grèce ou de la Serbie. En réaction, le sentiment identitaire macédonien, qui

10. L'historiographie bulgare, tant communiste que post-communiste, reste très embarrassée face à cette déclaration de guerre. On l'a qualifiée de « guerre symbolique », mais elle n'a nullement été considérée comme telle par la partie adverse : l'ambassadeur américain auprès des gouvernements grec et yougoslave en exil, eut par exemple, à l'époque, des mots très durs envers Sofia (cf. *Ambassador Mac Veagh reports: Greece, 1933-1947*, Princeton, Princeton University Press, 1980, p. 480 et passim).

11. Cf. mes deux articles « Approches de l'identité macédonienne » — paru dans *La Macédoine, nouvelle venue dans le concert européen*, Paris, L'Harmattan, 1998 (pp. 13-32) — et « Bulgares et Macédoniens : image de Soi, image de l'Autre », in *Bulletin de l'Association des études du sud-est européen*, n° 28, Bucarest, 1998-1999, pp. 225-234.

12. Le mouvement sioniste avait pris pied très tôt parmi les juifs de Bulgarie, aussi furent-ils nombreux à émigrer vers la Palestine en 1948-49. Ceux qui décidèrent de rester — environ 20 % de la communauté — étaient en général des communistes convaincus.

13. L'actuel Premier ministre bulgare, depuis juin 2001.

jusqu'à-là relevait plutôt d'une forme de régionalisme, prit une orientation clairement anti-bulgare (tendance latente qui mûrissait depuis quelques décennies), et se transforma en sentiment national. Ce basculement qualitatif s'opéra durant la guerre, et non dans l'immédiat après-guerre comme le soutient l'historiographie bulgare¹¹.

Sur la mauvaise pente

L'année 1942 se passa sans événements marquants en Bulgarie. Les grands affrontements continentaux étaient lointains. Seules les actions des maquisards serbes et grecs troublaient quelque peu la quiétude des autorités bulgares. En mars 1943, à l'instigation allemande, fut organisée la déportation des 11 000 juifs des « nouveaux territoires » (Thrace et Macédoine grecques, Macédoine yougoslave) vers le camp de Treblinka, dont presque aucun ne revint. Mais quand on voulut procéder de même avec les juifs de « Vieille Bulgarie », un mouvement de protestation populaire, encadré par quelques courageux députés et prélats orthodoxes, fit reculer les autorités : les 50 000 juifs de Bulgarie furent internés dans des camps de travail en Bulgarie, échappant de la sorte à l'Holocauste¹².

Jusqu'à l'été de 1943, la Bulgarie put donc vivre avec l'illusion d'avoir « fait le bon choix ». La capitulation de la VI^e armée allemande, à Stalingrad en février, ne semble pas avoir infléchi sensiblement la perception de la guerre. En fait, le véritable tournant se situe le 28 août 1943, avec la mort inopinée du roi Boris III, dont la dictature monarchique mise en place en 1935 faisait la clé de voûte du pouvoir. D'un caractère très réservé, le roi s'abritait volontiers derrière les décisions de son gouvernement, composé d'hommes à son entière dévotion (si l'opposition politique n'avait pas été supprimée, elle était étroitement tenue en bride). La mort subite du tsar (titre officiel des souverains bulgares depuis 1908) à l'âge de 49 ans, deux semaines à peine après une visite auprès d'Hitler à Berchtesgaden, a fait couler — et continue de faire couler — beaucoup d'encre, même si les tenants de la théorie du complot ont le plus grand mal à répondre à la question *cui prodest* ? (à qui profite le crime ?).

Après le 28 août 1943, la Bulgarie entra dans une phase de déliquescence politique qui ne fit que s'aggraver au cours des mois suivants. L'héritier du trône, Siméon II¹³, n'étant âgé alors que de six ans, la régence du royaume fut confiée à Bogdan Filov (jusque là chef du gouvernement), flanqué du général Mihov et du prince Kiril, cependant que le cabinet était confié à Dobri Bozilov. Mais il n'y avait plus de maître du jeu à Sofia pour arbitrer les querelles de factions. La dernière instance était désormais à Berlin.

Le 8 septembre, la capitulation italienne produisit un effet désastreux sur une opinion déstabilisée. Ses



La politique internationale dans la presse satirique bulgare (coll. part).

- 1) Août 1940 : l'Europe se fait une beauté. On remarque Marianne vilainement arrangée par John Bull, le Hongrois tondant le Roumain, et Ivan lorgnant du côté du Turc et du Persan. Ganjo, le Bulgare, pour sa part affûte son rasoir (allusion à la Dobroudja).
- 2) Avril 1941 : opération d'urbanisme. Le rouleau compresseur allemand, aidé par le jet d'eau italien, s'apprête à renverser la baraque croulante du Grec. Ganjo, assis sur un banc, assiste au spectacle.
- 3) Juillet 1941 : punir les voleurs de pommes. L'ours soviétique est mis en difficulté par une coalition. Les démocraties défuntes pendent à une branche. Ganjo, la trique à la main, s'apprête à régler ses comptes.

conséquences immédiates furent le renforcement du rôle de gendarme des Balkans dévolu à la Bulgarie, soumise à de fortes pressions de la part d'une Allemagne de plus en plus débordée.

Mais la conscience d'un désastre imminent n'apparut véritablement que le 19 novembre 1943, avec le premier bombardement de Sofia. Le pays se réveilla brusquement des illusions de la Quatrième Guerre balkanique, pour se trouver plongé dans la guerre mondiale, face à un adversaire qui n'avait plus rien de symbolique et qui, bien au contraire, était doté de moyens de destruction complètement disproportionnés. Sofia et quelques autres grandes villes furent de nouveau bombardées les 10 janvier et 30 mars 1944. À l'échelle des dévastations européennes, ces bombardements alliés sur la Bulgarie peuvent paraître anecdotiques ; mais pour ce pays faiblement développé, ils furent de véritables atteintes. Et la désorganisation matérielle amplifia le désarroi des esprits.

Une « Troisième Catastrophe nationale » se profilait à l'horizon¹⁴. Pour l'éviter, il fallait sortir la Bulgarie de son alliance avec l'Allemagne. Mais comment faire, quand les hommes au pouvoir étaient précisément les artisans de cette alliance ? L'incapacité à réagir de la classe politique bulgare apparaît clairement dans la comparaison avec la Roumanie : alors que ce pays voisin, placé dans une situation assez comparable, envoya une mission d'ouverture officielle auprès des Anglo-Américains au Caire dès mars 1944 (mission du prince Stirbey), la mission bulgare analogue, menée par Stojko Mosanov, n'arriva au Caire qu'à la fin du mois d'août¹⁵ !

Une autre stratégie alternative était le développement d'une résistance armée en Bulgarie même. Mais les conditions locales y étaient peu favorables : l'appareil répressif de la dictature fonctionnait parfaitement dans un pays qui n'avait pas vraiment connu de guerre active, la demande allemande en matières premières avait plutôt stimulé l'économie (même si les pressions se faisaient de plus en plus impérieuses, et malgré l'introduction d'un système de rationnement), enfin, la population quasi-unanime considérait les gains territoriaux obtenus grâce à l'appui de l'Allemagne comme parfaitement légitimes.

Seul le Parti ouvrier bulgare avait, dès juin 1941, opté pour la résistance et le soutien à l'URSS. Cette résistance, d'abord urbaine, et faite d'actes de sabotage et d'assassinats, resta longtemps limitée. Deux tentatives d'infiltration d'agents venus d'URSS (par sous-marin et par parachutage) échouèrent, et l'annonce par Georgi Dimitrov, secrétaire du Komintern, de la création d'un Front de la Patrie, le 17 juillet 1942, remporta peu d'écho immédiat. Des bandes de maquisards se formèrent cependant peu à peu, dans la partie occidentale et méridionale du pays. Une coopération s'établit avec les résistances pro-communistes en Yougoslavie et en Grèce, mais la résistance bulgare ne parvint

pas à établir de rapports durables avec les services spéciaux britanniques et donc à se faire reconnaître sur le plan international¹⁶. Au printemps de 1944, dans le contexte d'incertitude internationale, le mouvement prit une certaine ampleur.

Le désarroi politique de la Bulgarie s'exprima dans les changements successifs de gouvernements, lesquels glissaient vers le centre (Ivan Bagrjanov, 1^{er} juin 1944), puis vers le centre-gauche (Konstantin Muraviev, 2 septembre 1944). Mais la Bulgarie, rattrapée par la guerre mondiale, n'avait plus aucune marge de manœuvre : le revirement roumain du 23 août 1944 permit à l'Armée rouge d'atteindre le Danube d'un bond. Et ce fut l'URSS qui déclara la guerre à la Bulgarie, le 5 septembre. Dès le 8, l'Armée rouge franchissait le Danube sans rencontrer de résistance. Et le lendemain, 9 septembre 1944, par un coup d'État pacifique, le Front de la Patrie cueillait le pouvoir dans un pays tétanisé, annonçait immédiatement le renversement d'alliance, et déclarait la guerre à l'Allemagne.

14. L'historiographie bulgare qualifie le Traité de Bucarest (1913) et le Traité de Neuilly (1919) de Première et de Deuxième Catastrophe nationale. Derrière cette désignation un peu vague, on trouve l'idée d'un effort de guerre mal récompensé, d'un partage territorial inique et d'un déni de justice international. Les procès contre les responsables de ces deux catastrophes nationales s'étant noyés dans la procédure, aucune réflexion sérieuse sur les responsabilités bulgares n'a jamais véritablement été menée.

15. Cependant, les deux pays subirent à peu près le même traitement de la part des alliés occidentaux, qui ne levèrent pas le petit doigt pour empêcher leur satellisation par l'URSS.

16. Sur cette question, voir la réévaluation intéressante proposée par Edward Palmer Thompson, historien et frère du principal protagoniste de cet épisode : *Beyond the frontier: the politics of a failed mission, Bulgaria 1944*, Stanford, Stanford University Press, 1997.



Le prince héritier Siméon en costume macédonien (1941)
(coll. part.).



*Le roi Boris III,
portrait charge
(coll. part.).*

Phase finale et règlement de la guerre

La période allant du 9 septembre 1944 au 9 mai 1945 était assez sottement désignée dans les livres d'histoire communistes comme « guerre patriotique », à l'imitation de la phraséologie soviétique. Il n'y avait pourtant rien de patriotique, pour les Bulgares, dans ces combats menés dans le nord de la Yougoslavie et le sud de la Hongrie, et qui les conduisirent jusqu'à Klagenfurt en Autriche : au contraire, ce furent des batailles frontales et acharnées contre un adversaire aux abois, qui coûtèrent 30 000 morts, et des combats peu glorieux, puisque la chair à canon bulgare offerte aux Soviétiques servait en fait à racheter les erreurs de la politique précédente et à gagner la bienveillance d'un nouveau protecteur. Ce que le roi Boris avait évité à son peuple — d'aller combattre pour autrui sur un champ de bataille extérieur aux intérêts bulgares —, les nouveaux dirigeants de Sofia y consentirent avec empressement.

Le gouvernement du Front de la Patrie comptait quatre ministres communistes sur seize, dont les seconds-clés de l'Intérieur et de la Justice. L'épuration fut particulièrement drastique en Bulgarie, puisque le « Tribunal populaire » prononça 2 138 sentences de mort en à peine six mois. La présence de l'Armée rouge facilitait ces règlements de compte. Mais la violence de la prise de pouvoir par les communistes ne peut être justement appréciée qu'au miroir de la violence des régimes précédents : il ne faut pas oublier que la répression anticommuniste (la « terreur blanche » que

dénonça Henri Barbusse dans *Les bourreaux*) avait fait de nombreuses victimes entre 1923 et 1925, dans des conditions souvent atroces. Les alliés occidentaux ne manifestèrent aucune sympathie pour le sort de la Bulgarie, dont, dès le mois d'octobre 1944, Churchill et Staline avaient convenu qu'elle relèverait de la sphère d'influence soviétique¹⁷. De fait, la commission interalliée, installée à Sofia jusqu'en février 1947, ne s'opposa que très faiblement aux empiètements successifs des communistes bulgares dans le jeu politique du pays.

La Bulgarie fut par contre traitée avec mansuétude lors la Conférence de la paix à Paris. Elle ne subit aucune perte territoriale, malgré quelques vellétés de la part de la Grèce. Au contraire, elle put conserver la Dobroudja du sud, récupérée en septembre 1940, avant son adhésion au Pacte tripartite. Les dommages de guerre qu'elle devait à la Yougoslavie lui furent remis, dans le cadre de l'éphémère rapprochement entre les deux pays, qui devait préluder à la constitution d'une fédération balkanique. Son territoire n'ayant pas servi de théâtre à la guerre, ses modestes infrastructures économiques n'avaient pas souffert, elle n'avait guère eu de victimes dans sa population civile et relativement peu parmi les militaires. Les voisins de la Bulgarie, qui avaient infiniment plus souffert de la guerre, pouvaient donc estimer que, somme toute, celle-ci s'en tirait encore une fois à bon compte. Mais ce « traitement de faveur » aurait cependant son prix à payer : un alignement inconditionnel sur l'Union soviétique pendant les décennies suivantes. □

17. Lors de l'entrevue Churchill-Staline, les Soviétiques s'étaient vu reconnaître 75 % d'influence en Bulgarie. Dans les pourparlers des jours suivants, Molotov arracha 80 % à ses interlocuteurs britanniques. Ces discussions de marchands de tapis révèlent l'intérêt tout particulier de l'URSS pour la Bulgarie.